

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 18 juillet 1996, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des droits de successions, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des impôts sur les revenus 1992", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 11 mai 1998, 22 juin 1998 et 6 juillet 1998, a donné à cette même date l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 juli 1996 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek der successierechten, het Wetboek der registratie-, hypotheek- en Griffierechten en het Wetboek van de inkomsten-belastingen 1992", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 11 mei 1998, 22 juni 1998 en 6 juli 1998, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

Le présent avis analysera successivement ces trois parties du projet (1) :

- les articles 2 à 4 introduisent des modifications en matière de droits de succession;
- l'article 5 introduit une modification en matière de droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;
- l'article 6 modifie une disposition du Code des impôts sur les revenus en matière de précompte mobilier.

I. Modifications en matière de droits de succession

A. Introduction

1. Les nouvelles dispositions que les articles 2 à 4 du projet insèrent dans le Code des droits de succession concernent les "établissements de crédit", les "entreprises d'investissement" et les "entreprises d'assurance" étrangères qui relèvent d'un Etat de l'Union européenne et qui, sans succursale en Belgique ou en dehors de leur succursale belge, "offrent ou ont notifié vouloir offrir en Belgique des services dans le cadre de la libre prestation de services".

(1) A une première série de questions posées le 11 septembre 1996 en vue de l'examen du projet, il a été répondu par le fonctionnaire délégué du ministre le 20 mai 1997. Les questions complémentaires posées le 4 juin 1997 ont reçu une réponse le 24 avril 1998.

Le présent avis traitera essentiellement du régime des établissements de crédit, les considérations développées à ce propos pouvant être transposées aux entreprises d'assurances et aux entreprises d'investissement.

2. En ce qui concerne les établissements de crédit, la libre prestation de services a été organisée par la deuxième directive du Conseil de la CEE du 15 décembre 1989 "concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice" (Journal officiel des Communautés du 30 décembre 1989).

Cette directive impose aux Etats membres de prévoir que les activités bancaires dont la liste figure en annexe à la directive peuvent être exercées sur leur territoire, conformément aux dispositions de la directive,

"... tant au moyen de l'établissement d'une succursale que par voie de prestation de services, par tout établissement de crédit agréé et contrôlé par les autorités compétentes d'un autre Etat membre (article 18-1).".

Aux termes de l'article 20-1,

"... tout établissement de crédit qui désire exercer pour la première fois ses activités sur le territoire d'un autre Etat membre dans le cadre de la libre prestation de services notifie à l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine celles des activités comprises dans la liste figurant à l'annexe (de la directive) qu'il envisage d'exercer.".

.../...

La loi belge du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit a adapté la législation belge à cette directive :

"... les établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, qui sont habilités, en vertu de leur droit national, à exercer dans leur Etat d'origine des activités bancaires reprises à la liste prévue à l'article 3, § 2 (de ladite loi) peuvent entamer ces activités en Belgique sous le régime de la libre prestation de services dès que la Commission bancaire et financière a notifié à ces établissements la réception de la communication qui lui a été faite par l'autorité de contrôle de l'Etat d'origine de ces établissements portant sur les activités visées à la liste prévue à l'article 3, § 2, que ces établissements envisagent d'exercer en Belgique (article 66).".

Selon la même disposition, la Commission bancaire et financière, en abrégé CBF, publie dans le Moniteur belge la liste de ces établissements qui reçoivent en Belgique des dépôts d'argent ou d'autres fonds remboursables du public ainsi que les modifications qui y sont apportées en cours d'année.

B. Les dépôts ou les locations de coffres-forts auprès d'une banque étrangère sans succursale en Belgique donnent-ils lieu à notification obligatoire en vertu de l'article 20 de la deuxième directive européenne ?

1. Pour apprécier la portée du projet, il importe de préciser ce qu'il faut entendre par l'exercice des activités d'une banque étrangère "sur le territoire" belge au sens de l'article 20 précité de la deuxième directive.

.../...

"Les établissements de crédit ... qui offrent ou qui ont notifié vouloir offrir des services en Belgique dans le cadre de la libre prestation de services"

ne comprennent pas

"... les établissements étrangers qui offrent des services à des habitants du Royaume en libre prestation de services passive, c'est-à-dire sans déplacement ni démarche commerciale sur le territoire belge." (1).

Tel était, en effet, le critère de l'obligation de notification que la Commission des Communautés européennes envisageait d'adopter dans un projet de communication publié au Journal officiel du 4 novembre 1995.

Selon ce projet, l'article 20 s'applique à la "... prestation avec déplacement du prestataire", par opposition à la "... prestation avec déplacement du bénéficiaire". Cette dernière

"... se caractérise par une situation dans laquelle le service est fourni dans l'Etat membre où l'établissement de crédit est établi et le bénéficiaire n'a pas fait l'objet d'une démarche commerciale dans son Etat de résidence habituelle de la part de l'établissement de crédit ou d'un de ses intermédiaires."

2. Toutefois, depuis la rédaction de l'avant-projet de loi, la Commission a publié au Journal officiel des Communautés du 10 juillet 1997 une communication :

(1) Exposé des motifs, p. 10, alinéa 1er).

"La Commission a examiné certaines possibilités pour localiser le service (auteur de l'initiative, lieu de résidence du client, lieu d'établissement du fournisseur, lieu où les actes sont signés, etc.) et estime qu'aucune d'entre elles ne semble pouvoir être applicable, de façon satisfaisante, à l'ensemble des activités (bancaires) reprises en annexe (de la deuxième directive).

Elle estime qu'il faut s'en tenir à une lecture simple et souple de l'article 20 de la deuxième directive. Ainsi, selon elle, seules les activités exercées sur le territoire d'un autre Etat membre devraient faire l'objet d'une notification préalable. Afin de déterminer où une activité est exercée, il conviendra de déterminer le lieu où est fournie ce qu'on peut appeler la prestation caractéristique du service, qui est la prestation essentielle pour laquelle le paiement est dû.

Ce raisonnement est destiné à déterminer si une notification préalable est nécessaire (...).

Par conséquent, la Commission considère que ne constitue pas une situation susceptible de faire, par elle-même, l'objet d'une notification préalable, des visites qu'un établissement de crédit peut effectuer auprès de sa clientèle, si ces visites ne s'accompagnent pas de la fourniture de la prestation caractéristique du service faisant l'objet de la relation contractuelle. En outre, la Commission estime que le fait de se rendre à titre temporaire sur le territoire d'un Etat membre pour y conclure des actes préalables à l'exercice d'une activité bancaire ne devrait pas être considéré comme l'exercice de l'activité elle-même (...).

Par contre, si l'établissement envisage de fournir la prestation caractéristique d'un service bancaire en envoyant pour l'exercer un membre de son personnel ou un intermédiaire mandaté à titre temporaire sur le territoire d'un autre Etat membre, une notification préalable devrait être nécessaire (...).

La Commission est consciente du fait que cette solution nécessitera une analyse cas par cas, qui peut s'avérer difficile. Elle est également consciente du fait que tant que la Cour ne se sera pas prononcée, il

.../...

demeure loisible à tout établissement de crédit, de choisir, par sécurité juridique, de recourir à la procédure de notification prévue par la deuxième directive, même si, par application des critères proposés plus haut, une notification pourrait ne pas être nécessaire. Le fait que certaines formes de prestation de services n'entrent pas, selon la Commission, dans le cadre de l'article 20 de la deuxième directive et, partant, ne devraient pas être notifiées, ne signifie pas que les activités fournies de cette manière ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle et du contrôle par le pays d'origine (voir n° 27, a et b, de la communication de 1997).".

Comme le précisent les deux derniers considérants du préambule de la communication, les interprétations qu'elle contient

"... ne représentent pas nécessairement les interprétations des Etats membres, et ne sauraient, par elles-mêmes, générer aucune obligation à leur égard. Elles ne préjugent pas, enfin, de l'interprétation que la Cour de justice des Communautés européennes, compétente en dernier ressort pour assurer l'interprétation du traité et du droit dérivé, pourrait être amenée à donner aux questions abordées.".

La communication constitue néanmoins une interprétation autorisée de la Directive.

Selon cette communication, il ne suffit donc pas qu'une banque étrangère établie dans un Etat de l'Union européenne envoie temporairement en Belgique des délégués pour prendre contact avec des résidents belges, en vue de les déterminer à déposer des fonds ou des valeurs dans l'Etat où cette banque a son siège, ou à prendre en location des coffres-forts, pour qu'elle exerce une activité bancaire

.../...

sur le territoire belge. En effet, il est hors de doute que la prestation caractéristique d'un contrat de dépôt de fonds ou de titres s'exécute au lieu où le compte du client est tenu et que le lieu de la prestation caractéristique d'une location de coffre-fort se trouve dans le pays où le coffre-fort est situé et non dans celui de la résidence du client.

A s'en tenir à l'interprétation de la Commission européenne, pareille activité d'une banque étrangère établie dans un Etat membre de l'Union européenne n'est pas soumise à l'obligation de notification prévue à l'article 20 de la deuxième directive.

Il en résulte que les dispositions du projet, qui concernent principalement, en ce qui concerne les établissements de crédit, les dépôts et les locations de coffres-forts, seraient sans application.

3. Il est vrai que la CBF ne partage pas l'interprétation de la Commission européenne qui vient d'être rappelée : elle estime

"... qu'une activité est exercée sur le territoire d'un autre Etat membre et doit dès lors être préalablement notifiée, non seulement lorsque la prestation caractéristique a lieu sur le territoire de cet Etat, mais aussi lorsqu'il y a sollicitation du public dans cet Etat, que ce soit par déplacements transfrontaliers, des intermédiaires locaux, des techniques de vente à

.../...

distance ou des publicités autres que de notoriété." (1).

4. Même si l'interprétation de la CBF prévalait ou si le texte du projet de loi était étendu aux établissements de crédit qui exercent une certaine activité en Belgique en vue d'obtenir des dépôts ou des locations de coffres-forts au siège de leur établissement principal, le projet se heurterait encore à deux ordres d'objections qui sont exposées infra, C et D.

C. Caractère territorial du droit fiscal - Courtoisie internationale

1. En résumé, le projet impose aux établissements de crédit étrangers relevant d'un Etat de l'Union européenne et qui offrent ou ont notifié vouloir offrir en Belgique des services dans le cadre de la libre prestation de services, l'obligation de fournir au fisc belge, après le décès d'un client domicilié en Belgique, "une liste certifiée sincère et véritable des titres, sommes ou valeurs" revenant à un héritier ou autre ayant-droit, dès que celui-ci en dispose de quelque manière que ce soit (nouvel article 104bis, § 1er, du Code des droits de succession); si le client résident belge était locataire d'un coffre-fort, l'établissement de crédit étranger doit, après le décès du client,

(1) Luc Roeges, directeur adjoint au service juridique de la CBF, "L'attitude de la CBF à l'égard des établissements de crédit qui opèrent en LPS en Belgique ou à l'étranger", conférence donnée dans le cadre d'une journée d'étude du 9 décembre 1997 à Bruxelles, p. 12.

assister à l'ouverture du coffre-fort lors de la prise de possession par un ayant-droit et dresser une liste certifiée sincère et véritable de toutes les valeurs contenues dans le coffre au jour du décès, même si elles sont enfermées dans des plis ou colis cachetés ou dans des boîtes ou coffrets fermés (nouvel article 104ter).

Les établissements de crédit étrangers sont tenus, en outre, de fournir aux fonctionnaires belges tous les renseignements jugés par ceux-ci nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception des droits de succession dus par les héritiers de leurs clients résidents belges, renseignements qui peuvent porter sur toutes les opérations effectuées avant ou après l'ouverture de la succession (article 104quinquies).

Il faut souligner que ces obligations sont imposées à des établissements de crédit étrangers même si ceux-ci n'ont aucune succursale (ou établissement stable) en Belgique, du seul fait qu'ils ont notifié, à un moment quelconque, leur intention d'exercer certaines activités bancaires en libre prestation de services ou ont effectivement envoyé des délégués en Belgique pour rencontrer des clients résidents de ce pays.

Toute infraction de l'établissement de crédit étranger est passible de sanctions pénales (article 4 du projet, modifiant l'article 130 du Code). Il est à noter que l'infraction réprimée dans le chef de la banque étrangère consiste à ne pas remplir les obligations d'information au fisc belge imposées après le décès des clients domiciliés en Belgique. Cette infraction est commise à l'étranger par

.../...

une société étrangère et ne présente pas de lien de rattachement avec le territoire belge.

2. Les dispositions en projet imposent à des entreprises d'un autre Etat, indépendamment de toute succursale en Belgique, des obligations fiscales dont le champ d'application ne se limite pas à des opérations effectuées sur le territoire belge et dont la méconnaissance est pénalement réprimée.

De telles dispositions, sans précédent en droit fiscal belge, ne sont guère conciliables avec le caractère territorial généralement reconnu au droit fiscal, qui est une branche de droit public (1).

Si l'Etat belge veut obtenir des renseignements sur les comptes des résidents belges ouverts à l'étranger auprès de banques étrangères, il lui appartient de négocier une convention internationale avec l'Etat concerné et d'y prévoir des dispositions comportant l'échange de renseignements. En matière de droits de succession, il n'existe que deux conventions : l'une du 20 janvier 1959 avec la France, l'autre du 18 janvier 1956 avec la Suède. Ces conventions

(1) Cf. J.P. Lagae et I. Behaghe, "Internationale samenwerking tussen fiscale administraties", in *Actuele problemen van fiscaal recht*, Kluwer, 1989, pp. 285 et suiv., spéc. 291; S. Geubel, "Les succursales bancaires et les impôts sur les revenus" in *Les succursales bancaires*, Bruylant, 1996, p. 143, n° 67 et les références; P. Glineur, "Les limites du secret bancaire à l'égard de l'administration fiscale", exposé à un colloque sur le thème "Fraude fiscale et secret bancaire", spéc. n°s 30 à 33).

prévoient l'échange de renseignements entre les administrations des deux Etats concernés, mais ne confèrent pas à l'un des Etats le droit de s'adresser directement aux entreprises établies dans l'autre Etat.

La Belgique méconnaîtrait ces traités si elle s'arrogeait, à l'égard d'entreprises résidentes de l'Etat contractant, le droit d'exiger des renseignements qu'elle ne pourrait obtenir en exécution de ces traités.

Certes, il est admis, en droit international, qu'un Etat puisse incriminer certains actes commis à l'étranger par des étrangers lorsque ces actes portent un grave préjudice à ses intérêts fondamentaux. Tel est le cas lorsqu'il s'agit de délits d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ou de falsification de la monnaie nationale.

La loi de certains Etats prétend même atteindre des comportements imputables à des étrangers agissant à l'étranger lorsque les conséquences de ces comportements sont ressenties sur le territoire de l'Etat en cause. Il en est ainsi, en particulier, dans le domaine du droit de la concurrence. La législation et la jurisprudence des Etats-Unis et celles de la Communauté européenne s'inspirent de cette doctrine des effets tenue pour établie en droit positif depuis l'arrêt rendu en 1927 par la Cour permanente de justice internationale dans l'affaire du "Lotus".

Cet état du droit international a pour conséquence qu'une même personne peut se voir imposer par deux Etats différents des obligations qui se contredisent, l'une exigeant précisément le comportement que l'autre interdit.

.../...

Une telle situation serait créée par les dispositions en projet, notamment à l'égard du Grand-Duché du Luxembourg, dont la législation interne garantit le secret bancaire sous peine de sanctions pénales (1). Certes, la loi luxembourgeoise fait exception au secret bancaire pour permettre la juste perception de l'impôt successoral dû sur les successions ouvertes au Grand-Duché, mais elle ne diffère pas, à cet égard, de la loi belge qui respecte également, en principe, le secret professionnel du banquier, mais impose à celui-ci des obligations de divulgation au fisc pour permettre la juste perception des droits de succession dus sur les successions ouvertes en Belgique.

Les dispositions en projet seraient, à cet égard, contraires à la courtoisie internationale qui impose à chaque Etat de prendre en compte et d'apprécier de façon raisonnable ses intérêts en les comparant à ceux des Etats étrangers.

D. Incompatibilité des dispositions en projet avec la deuxième directive bancaire

1. Les obligations sommairement décrites supra C, 1, s'imposent à l'établissement de crédit établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, indépendamment de l'existence d'une succursale en Belgique, dès lors, qu'il

(1) Cf. Marc Elvinger, "Les conflits entre l'obligation au secret bancaire institué par la loi luxembourgeoise et l'obligation de déclaration imposée par une loi étrangère". Bull. droit et banque (Luxembourg), n° 26 -juin 1997, spécialement n°s 47 et suivants.

"... offre ou a notifié vouloir offrir en Belgique des services dans le cadre de la libre prestation de services." (1).

Eu égard à la généralité des termes de la disposition, celle-ci s'applique quelle que soit la nature des services bancaires offerts en Belgique (ayant ou non fait l'objet d'une notification) et ne se limite pas aux dépôts et aux coffres-forts de résidents belges qui ont fait effectivement l'objet de démarches en Belgique.

Ainsi, une banque établie dans un autre Etat membre pourrait avoir fait la notification prévue par l'article 20 de la deuxième directive bancaire (citée supra, n° 2 de l'introduction) pour des activités étrangères à la réception de dépôts, par exemple pour des offres de crédit à la consommation ou la participation à un syndicat d'émission, ou conseils en matière de fusions ou de rachats d'entreprises. Cela suffirait pour que les obligations d'information du fisc belge lui soient applicables, lors du décès de ses déposants domiciliés en Belgique.

Interrogé sur ce point, le délégué du ministre des Finances a écrit ce qui suit, au sujet du champ d'application des dispositions en projet, dans la note transmise le 24 avril 1998 :

"... en pratique, l'application des dispositions du projet sera liée à la communication ou à la notification de la volonté d'opérer en libre prestation de

(1) Cf. article 104bis, en projet, du Code des droits de succession.

services en Belgique. Dès qu'un établissement a effectué des opérations en Belgique en libre prestation de services ou a notifié son intention d'opérer en Belgique en libre prestation de services (uniquement active en ce qui concerne les établissements bancaires), cet établissement est visé par les dispositions du projet. Par contre, au regard de la personne à propos de laquelle l'établissement doit remplir ses obligations d'information, les dispositions s'appliquent sans faire de distinction selon que la personne en cause ait réalisé des opérations avec l'établissement étranger par voie de libre prestation de services active ou passive."

Cette dernière phrase confirme que du moment que l'établissement de crédit étranger a notifié son intention d'exercer des activités en Belgique en libre prestation de services, il est soumis, d'après le projet, aux obligations d'information du fisc belge après le décès de tout client résident belge titulaire d'un compte ou d'un coffre-fort dans cet établissement de crédit, même si ce client n'a pas fait l'objet de démarches de la banque en Belgique.

On voit d'ailleurs mal, en pratique, comment l'établissement étranger pourrait organiser des distinctions entre les clients avec lesquels ses agents auraient pris contact en Belgique et ceux qui seraient venus directement ouvrir un compte au siège de la banque.

2. Selon l'article 19-4 de la deuxième directive bancaire, l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil peut déterminer

"... les conditions dans lesquelles, pour des raisons d'intérêt général, (les activités d'une succursale d'un

.../...

établissement de crédit d'un autre Etat membre peuvent être exercées dans l'Etat membre d'accueil).".

Cette règle peut être étendue, par analogie, à la libre prestation de services.

Suivant la jurisprudence de la Cour européenne de justice rappelée dans l'exposé des motifs,

"... les mesures nationales susceptibles de gêner ou de rendre moins attrayant l'exercice des libertés fondamentales garanties par le traité (de Rome) doivent remplir quatre conditions : il faut qu'elles s'appliquent de manière non discriminatoire, qu'elles se justifient par des raisons impérieuses d'intérêt général, qu'elles soient propres à garantir la réalisation de l'objectif qu'elles poursuivent et qu'elles n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre." (1).

On peut admettre, avec l'exposé des motifs du projet, que la juste perception des droits de succession à charge des héritiers de personnes domiciliées en Belgique qui ont ouvert des comptes ou loué des coffres-forts à l'étranger constitue une raison impérieuse d'intérêt général.

Toutefois, d'après l'article 19-4 de la directive, des obligations ne peuvent être imposées à cet égard aux

(1) Arrêt Gebhard cité dans la communication interprétative de la Commission européenne concernant la liberté de prestation de services et l'intérêt général dans la deuxième directive bancaire, Journal officiel des Communautés, 10 juillet 1997, n° C 209/13, deuxième partie, B, 2.

établissements de crédit étrangers qu'au titre de conditions d'exercice en Belgique des activités en libre prestation de services.

Or, en l'occurrence, la mesure va bien au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif, car l'obligation de renseignements que le projet impose à l'établissement étranger s'étend aux comptes ouverts par des résidents belges auprès de l'établissement étranger sans qu'aucune activité imputable à l'établissement de crédit étranger ait été exercée sur le territoire belge en ce qui concerne ces résidents belges.

Les dispositions en projet relatives aux droits de succession introduisent donc des entraves à la libre prestation de services en matière bancaire qui violent la deuxième directive bancaire, ce qui n'est pas au pouvoir des Etats membres et est susceptible de divers recours en droit européen.

E. Application des mêmes objections aux entreprises d'investissements et aux entreprises d'assurances, mutatis mutandis

Les objections formulées contre les dispositions du projet en matière de droits de succession supra, C et D valent mutatis mutandis pour les entreprises d'investissements et les entreprises d'assurances relevant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne qui offrent ou ont notifié vouloir offrir en Belgique des services dans le cadre de la libre prestation de services.

.../...

II. Modification en matière de droits d'enregistrement

1. L'article 5 du projet modifie l'article 183 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe qui, dans son texte actuel, impose notamment à toute société ayant en Belgique son principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, y compris les banques, de fournir aux agents de l'administration, avec communication éventuelle des pièces à l'appui,

"... tous les renseignements jugés par ceux-ci nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception des droits d'enregistrement exigibles à leur charge ou à la charge des tiers."

L'article 5 du projet étend cet article

"... aux établissements de crédit, aux entreprises d'investissements et aux entreprises d'assurances qui relèvent d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et qui offrent ou ont notifié vouloir offrir en Belgique des services dans le cadre de la libre prestation de services."

2. Cette modification de l'article 183 du Code des droits d'enregistrement paraît avoir été proposée par souci de symétrie avec le projet de nouvel article 104quinquies du Code des droits de succession.

Les hypothèses où une société étrangère sans établissement stable en Belgique pourrait être en mesure de donner des renseignements utiles au fisc en matière de droits d'enregistrement dus en Belgique paraissent, toutefois, fort exceptionnelles. On peut en concevoir, néan-

.../...

moins, (cas où le prix d'une vente d'immeuble sis en Belgique serait partiellement payé de manière occulte par versement sur un compte bancaire étranger).

3. Quoi qu'il en soit, la disposition se heurte aux mêmes objections que celles formulées au sujet des dispositions relatives aux droits de succession (supra I, C et D).

III. Modification en matière de précompte mobilier

L'article 6 du projet modifie l'article 261 du Code des impôts sur les revenus de manière à rendre débiteurs du précompte mobilier "les non-résidents non visés aux 1° et 2°" (c'est-à-dire autres que ceux qui ont un établissement belge sur les résultats duquel sont imputés des revenus passibles du précompte mobilier et autres que les intermédiaires établis en Belgique) qui interviennent en Belgique à quelque titre que ce soit dans le paiement des revenus de capitaux et biens mobiliers ou de lots afférents à des titres d'emprunt".

Cette disposition n'appelle pas d'observation.

In dit advies worden achtereenvolgens de volgende drie delen van het ontwerp onderzocht (1) :

- de artikelen 2 tot 4 brengen wijzigingen aan op het gebied van successierechten;
- artikel 5 brengt een wijziging aan op het stuk van registratie-, hypotheek- en griffierechten;
- artikel 6 wijzigt een bepaling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake roerende voorheffing.

I. Wijzigingen op het gebied van successierechten

A. Inleiding

1. De nieuwe bepalingen, die door de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp ingevoegd worden in het Wetboek der successierechten, hebben betrekking op de buitenlandse "kredietinstellingen", "beleggingsondernemingen" en "verzekeringsondernemingen" die ressorteren onder een Staat van de Europese Unie en die, zonder dat zij een bijkantoor hebben in België of los van hun bijkantoor in België, "in België, door middel van het vrij verrichten van diensten, diensten aanbieden of aangekondigd hebben diensten te willen aanbieden".

(1) Een eerste reeks vragen die op 11 september 1996 in het vooruitzicht van het onderzoek van het ontwerp waren gesteld, zijn op 20 mei 1997 door de gemachtigde van de minister beantwoord. Op de aanvullende vragen, die op 4 juni 1997 zijn gesteld, is op 24 april 1988 geantwoord.

Dit advies gaat hoofdzakelijk over de regels voor de kredietinstellingen, waarbij de overwegingen die daaromtrent worden gemaakt vertaald kunnen worden naar de verzekerings- en beleggingsondernemingen.

2. Wat de kredietinstellingen betreft, is het vrij verrichten van diensten geregeld door de tweede richtlijn van de Raad van de EEG van 15 december 1989 "betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen" (Publikatieblad van de Gemeenschappen van 30 december 1989).

Deze richtlijn legt de Lid-Staten op ervoor te zorgen dat de bankwerkzaamheden waarvan de lijst als bijlage bij de richtlijn is opgenomen, overeenkomstig het bepaalde in de richtlijn op hun grondgebied kunnen worden uitgeoefend

"... zowel door middel van het vestigen van een bijkantoor als door middel van het vrij verrichten van diensten, door iedere kredietinstelling waaraan door de bevoegde autoriteiten van een andere Lid-Staat vergunning is verleend en waarop door hen toezicht wordt gehouden (artikel 18-1).".

Luidens artikel 20-1,

"... (stelt) elke kredietinstelling die voor de eerste maal in het kader van het vrij verrichten van diensten haar werkzaamheden wil uitoefenen op het grondgebied van een andere Lid-Staat, (...) de bevoegde autoriteit van de Lid-Staat van herkomst in kennis van de in de lijst in de bijlage (van de richtlijn) voorkomende werkzaamheden die zij wenst uit te oefenen.".

.../...

De Belgische wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, heeft de Belgische wetgeving aan die richtlijn aangepast :

"... iedere kredietinstelling die ressorteert onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap en op grond van haar nationaal recht in haar land van herkomst werkzaamheden mag verrichten die voorkomen op de lijst van artikel 3, § 2, (van de genoemde wet) mag deze werkzaamheden in België aanvatten in het kader van het vrij verrichten van diensten, zodra de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de betrokken instelling ervan in kennis heeft gesteld dat zij de mededeling van de toezichthoudende autoriteiten van het land van herkomst van deze instelling heeft ontvangen, met opgave van de in de lijst van artikel 3, § 2 bedoelde werkzaamheden die deze instelling in België wenst uit te oefenen (artikel 66).".

Luidens dezelfde bepaling maakt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, afgekort als CBF, in het Belgisch Staatsblad de lijst bekend van de instellingen die in België van het publiek gelddeposito's of andere terugbetaalbare gelden in ontvangst nemen alsook de wijzigingen die er tijdens het jaar in werden aangebracht.

B. Houdt artikel 20 van de tweede Europese richtlijn in dat deposito's of de huur van een safe bij een buitenlandse bank zonder bijkantoor in België ter kennis moeten worden gebracht ?

1. Om de draagwijdte van het ontwerp te beoordelen, dient aangegeven te worden wat verstaan dient te worden onder de uitoefening van de werkzaamheden van een buitenlandse bank "op het (Belgische) grondgebied" in de zin van het genoemde artikel 20 van de tweede richtlijn.

.../...

"De kredietinstellingen ... die in België, door middel van het vrij verrichten van diensten, diensten aanbieden of aangekondigd hebben diensten te willen aanbieden"

omvatten niet

"... de vreemde instellingen die aan rijkswoners diensten aanbieden in het kader van het "passieve" vrij verrichten van diensten, d.w.z. zonder verplaatsing en zonder commerciële aanbiedingen op het Belgisch grondgebied" (1).

Dat was immers het criterium voor de verplichting tot kennisgeving, die de Commissie van de Europese Gemeenschappen in een ontwerpmededeling, bekendgemaakt in het Publikatieblad van 4 november 1995, van plan was aan te nemen.

Volgens dat ontwerp is artikel 20 van toepassing op de "... dienstverrichting met verplaatsing van de dienstverrichter", in tegenstelling tot de "... dienstverrichting met verplaatsing van degene te wiens behoeve de dienst wordt verleend". Laatstgenoemde dienstverrichting

"... wordt gekenmerkt door een situatie waarin de dienst verricht wordt in de Lid-Staat waarin de kredietinstelling is gevestigd en tot degene te wiens behoeve de dienst wordt verricht in het land waar hij woonachtig is, geen commerciële aanbieding is gericht door de kredietinstelling of haar vertegenwoordiger."

(1) Memorie van toelichting, blz. 10, eerste alinea.

2. Sedert de redactie van het voorontwerp van wet heeft de Commissie echter in het Publikatieblad van de Gemeenschappen van 10 juli 1997 een mededeling bekendgemaakt :

"De Commissie heeft een aantal mogelijkheden onderzocht om de dienst te lokaliseren (initiatiefnemer, woonplaats van de cliënt, plaats van vestiging van de dienstverrichter, plaats waar de stukken worden ondertekend enz.) en is van mening dat geen daarvan op bevredigende wijze op alle in de bijlage (van de tweede richtlijn) genoemde (bank)werkzaamheden lijkt te kunnen worden toegepast.

Zij stelt derhalve voor het bij een eenvoudige en flexibele lezing van artikel 20 van de Tweede Richtlijn te laten. Aldus zouden volgens haar alleen de op het grondgebied van een andere lidstaat uitgeoefende werkzaamheden voorafgaand moeten worden aangemeld. Om te bepalen waar een werkzaamheid wordt uitgeoefend, zal moeten worden nagegaan op welke plaats hetgeen men de "kenmerkende prestatie" kan noemen, dat wil zeggen de prestatie die het wezen van de dienst vormt en waarvoor betaling is verschuldigd, wordt verricht.

Deze redenering dient slechts om te bepalen of een voorafgaande kennisgeving vereist is (...).

(De Commissie is) derhalve (van oordeel dat) bezoeken die een kredietinstelling bij haar cliëntèle kan afleggen op zich geen aanleiding geven tot voorafgaande kennisgeving, indien deze bezoeken niet gepaard gaan met de kenmerkende dienstverrichting die het voorwerp van de contractuele relatie vormt. Naar de mening van de Commissie zou het zich tijdelijk naar het grondgebied van een lidstaat begeven om daar de aan de uitoefening van een bankwerkzaamheid voorafgaande rechtshandelingen te verrichten, niet moeten worden beschouwd als de uitoefening van de werkzaamheid zelf (...).

Indien de instelling echter voornemens is de kenmerkende prestatie van een bankdienst te verrichten door daartoe een personeelslid of een gemachtigd

.../...

tussenpersoon tijdelijk naar het grondgebied van een andere lidstaat te zenden, zou dat voorafgaande kennisgeving behoeven(...). De Commissie is zich ervan bewust dat deze oplossing een analyse per geval zal vereisen, hetgeen moeilijk kan blijken te zijn. Zij is zich ook bewust van het feit dat, zolang het Hof van Justitie zich niet heeft uitgesproken, het elke kredietinstelling blijft vrijstaan om vanwege de rechtszekerheid de kennisgevingsprocedure van de Tweede Richtlijn te volgen, zelfs indien bij toepassing van hierboven voorgestelde criteria een kennisgeving niet noodzakelijk zou zijn. Het feit dat sommige vormen van dienstverrichting volgens de Commissie niet binnen het kader van artikel 20 van de Tweede Richtlijn vallen en derhalve niet zouden moeten worden aangemeld, betekent niet dat voor de aldus verrichte werkzaamheden niet de wederzijdse erkenning en het toezicht door het land van herkomst gelden (zie nr. 27, a en b van de mededeling uit 1997).".

Zoals wordt aangegeven in de laatste twee consideransen van de aanhef van de mededeling, vertegenwoordigen de interpretaties die erin zijn opgenomen

"... niet noodzakelijkerwijze de interpretaties van de lidstaten en kunnen (ze) als zodanig te hunnen aanzien geen verplichtingen scheppen. Zij lopen tenslotte evenmin vooruit op de interpretatie die het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, dat in laatste instantie bevoegd is voor de interpretatie van het Verdrag en van het afgeleide recht, aan de aangekaarte vraagstukken mocht geven.".

De mededeling is echter een gezaghebbende interpretatie van de Richtlijn.

Volgens deze mededeling is het dus niet voldoende dat een buitenlandse bank die gevestigd is in een Staat van de Europese Unie tijdelijk afgevaardigden naar België stuurt om contact te nemen met inwoners van België, om hen ertoe te

.../...

brengen geld of waarden te deponeren in de Staat waar de zetel van die bank gevestigd is, of een safe te huren, opdat ze een bankwerkzaamheid uitoefent op het Belgische grondgebied. Het staat immers vast dat de kenmerkende dienstverrichting van een contract voor het deponeren van geld of effecten geschiedt op de plaats waar de rekening van de cliënt wordt bijgehouden en dat de plaats van de kenmerkende dienstverrichting van de huur van een safe gelegen is in het land waar de safe zich bevindt, en niet in het land waar de cliënt zijn woonplaats heeft.

Volgens de interpretatie van de Europese Commissie geldt de verplichting tot kennisgeving waarin artikel 20 van de tweede richtlijn voorziet, niet voor zulk een werkzaamheid van een buitenlandse bank gevestigd in een Lid-Staat van de Europese Unie.

Daaruit volgt dat de bepalingen van het ontwerp, die wat de kredietinstellingen betreft voornamelijk betrekking hebben op deposito's en huur van een safe, niet van toepassing zouden zijn.

3. Het klopt dat de CBF de interpretatie van de Europese Commissie, die zonet in herinnering gebracht is, niet deelt : zij is van oordeel :

"... une activité est exercée sur le territoire d'un autre Etat membre et doit dès lors être préalablement notifiée, non seulement lorsque la prestation caractéristique a lieu sur le territoire de cet Etat, mais aussi lorsqu'il y a sollicitation du public dans cet Etat, que ce soit par déplacements transfrontaliers,

.../...

des intermédiaires locaux, des techniques de vente à distance ou des publicités autres que de notoriété." (1).

4. Zelfs indien de interpretatie van CBF prevoleert of indien de tekst van het wetsontwerp zou worden uitgebreid tot de kredietinstellingen die een bepaalde werkzaamheid in België uitoefenen met de bedoeling dat er geld wordt gedeponneerd of een safe wordt gehuurd op hun hoofdkantoor, dan nog zou het ontwerp in strijd zijn met twee soorten bezwaren die hierna worden uiteengezet, nl. de punten C en D.

C. Territorialiteit van het fiscaal recht - internationale hoffelijkheid

1. Al bij al legt het ontwerp de buitenlandse kredietinstellingen die onder een Staat van de Europese Unie ressorteren en die in België diensten aanbieden of aangekondigd hebben diensten te willen aanbieden in het kader van het vrij verrichten van diensten, de verplichting op de Belgische fiscus, na het overlijden van een cliënt die zijn woonplaats in België heeft, "een waar en oprecht verklaarde lijst (te bezorgen) van die effecten, sommen of waarden" die toekomen aan een erfgenaam of andere rechtverkrijgende,

(1) Luc Roeges, adjunct-directeur bij de juridische dienst van de CBF, "L'attitude de la CBF à l'égard des établissements de crédit qui opèrent en LPS en Belgique ou à l'étranger", een lezing gehouden in het kader van een studiedag op 9 december 1997 te Brussel, blz. 12.

zodra deze er op enige wijze over heeft beschikt (nieuw artikel 104bis, § 1, van het Wetboek der successierechten); indien de cliënt die een inwoner van België is, een safe huurde, moet de buitenlandse kredietinstelling, na het overlijden van de cliënt, bij de opening van de safe aanwezig zijn wanneer een rechtverkrijgende de inhoud daarvan in zijn bezit neemt, en een waar en oprecht verklaarde lijst opmaken van alle waarden die op de dag van het overlijden in de safe liggen, al zitten deze in "gesloten" enveloppen, colli's, dozen of koffertjes (nieuw artikel 104ter).

De buitenlandse kredietinstellingen moeten bovendien de Belgische ambtenaren alle inlichtingen verstrekken die dezen nodig achten met het oog op de correcte inning van de successierechten die verschuldigd zijn door de erfgenamen van hun cliënten die inwoner zijn van België; deze inlichtingen kunnen betrekking hebben op alle verrichtingen die vóór of na het openvallen van de nalatenschap hebben plaatsgehad (nieuw artikel 104quinquies).

Er dient op gewezen te worden dat die verplichtingen aan buitenlandse kredietinstellingen worden opgelegd zelfs als die geen bijkantoor (of vaste vestiging) in België hebben, louter omdat zij op een of ander tijdstip te kennen hebben gegeven dat zij van plan waren bepaalde bankwerkzaamheden in het kader van het vrij verrichten van diensten uit te oefenen of daadwerkelijk afgevaardigden naar België hebben gestuurd om cliënten te ontmoeten die in dit land wonen.

.../...

Iedere overtreding van de zijde van de buitenlandse kredietinstelling kan worden bestraft met strafrechtelijke sancties (artikel 4 van het ontwerp, waarbij artikel 130 van het Wetboek wordt gewijzigd). Op te merken valt dat de overtreding die ten aanzien van de buitenlandse bank bestraft wordt, bestaat in het verzuim om na het overlijden van cliënten die hun woonplaats in België hebben, de vereiste informatie te verstrekken aan de Belgische fiscus. Die overtreding wordt in het buitenland begaan door een buitenlandse vennootschap en houdt geen verband met het Belgische grondgebied.

2. De ontworpen bepalingen leggen ondernemingen van een andere Staat, ongeacht of ze enig bijkantoor hebben in België, fiscale verplichtingen op die niet alleen gelden voor verrichtingen op het Belgische grondgebied en waarvan de schending strafrechtelijk bestraft wordt.

Zulke bepalingen, zonder voorgaande in het Belgische fiscale recht, zijn moeilijk verenigbaar met de algemeen erkende territorialiteit van het fiscaal recht, dat een onderdeel is van het publiek recht (1).

(1) Cf. J.P. Lagae en I. Behaghe, "Internationale samenwerking tussen fiscale administraties", in Actuele problemen van fiscaal recht, Kluwer, 1989, blz. 285 e.v., inz. 291; S. Geubel, "Les succursales bancaires et les impôts sur les revenus" in "Les succursales bancaires"; Bruylant, 1996, blz. 143, nr. 67 en de verwijzingen; P. Glineur, "Les limites du secret bancaire à l'égard de l'administration fiscale", een uiteenzetting tijdens een colloquium over het thema "Fraude fiscale et secret bancaire", inz. nrs. 30 tot 33).

Indien de Belgische Staat informatie wil krijgen over rekeningen van Belgische inwoners bij buitenlandse banken in het buitenland, moet hij met de betrokken Staat een internationale overeenkomst sluiten waarin voorzien is in de uitwisseling van informatie. Inzake successierechten bestaan er maar twee overeenkomsten : één van 20 januari 1959 met Frankrijk en één van 18 januari 1956 met Zweden. Die overeenkomsten voorzien in informatie-uitwisseling tussen de overheidsdiensten van de twee betrokken Staten, maar verlenen niet het recht aan één van de Staten om rechtstreeks ondernemingen in de andere Staat aan te spreken.

België zou die verdragen schenden indien het zich het recht zou aanmeten om ten aanzien van ondernemingen die het ingezetenschap van de overeenkomstsluitende Staat hebben, informatie op te eisen die het niet op basis van die verdragen zou kunnen krijgen.

Het internationaal recht aanvaardt wel dat een Staat bepaalde feiten gepleegd door buitenlanders in het buitenland, strafbaar kan stellen wanneer die feiten zijn elementaire belangen ernstig schaden. Dat is het geval met strafbare feiten waarbij de uitwendige veiligheid van de Staat in het gedrang wordt gebracht of de nationale munt vervalst wordt.

In sommige staten wil de wet zelfs gedragingen bestrijken van buitenlanders die in het buitenland optreden wanneer die gedragingen een weerslag hebben op het grondgebied van de betrokken Staat. Dat geldt inzonderheid op het

.../...

gebied van het mededingingsrecht. De wetgeving en de rechtspraak van de Verenigde Staten en die van de Europese Gemeenschap laten zich leiden door deze weerslagdoctrine, die in het positief recht als vaststaand wordt beschouwd sedert het arrest dat in 1927 door het Permanent Hof van Internationale Justitie in de zaak "Lotus" is gewezen.

Die staat van het internationaal recht heeft tot gevolg dat eenzelfde persoon door twee verschillende Staten verplichtingen opgelegd kan krijgen die met elkaar in tegenspraak zijn, waarbij de ene verplichting juist het gedrag oplegt dat de andere verbiedt.

Dat zou ook het geval zijn met de ontworpen bepalingen, onder meer ten aanzien van het Groothertogdom Luxemburg, waarvan de nationale wetgeving het bankgeheim waarborgt en schending hiervan strafrechtelijke bestraft (1). De Luxemburgse wet maakt weliswaar een uitzondering op het bankgeheim om een correcte inning mogelijk te maken van de successiebelasting die betaald moet worden op nalatenschappen die in het Groothertogdom zijn opengevallen, maar verschilt wat dat betreft niet van de Belgische wetgeving, die in beginsel eveneens het beroepsgeheim van de bankier eerbiedigt, maar hem wel verplicht de fiscus informatie te verstrekken voor een correcte inning

(1) Cf. Marc Elvinger, "Les conflits entre l'obligation au secret bancaire institué par la loi luxembourgeoise et l'obligation de déclaration imposée par une loi étrangère". Bull. droit et banque (Luxemburg), nr. 26 -juni 1997, inzonderheid nrs. 47 e.v.

van de successierechten die verschuldigd zijn op nalatenschappen die in België zijn opgevallen.

De ontworpen bepalingen zouden, wat dat betreft, in strijd zijn met de internationale hoffelijkheid, die van iedere Staat vereist dat hij zijn belangen op redelijke wijze behartigt en afweegt tegen die van de andere Staten.

D. Onverenigbaarheid van de ontworpen bepalingen met de tweede bankrichtlijn

1. De beknopt omschreven verplichtingen onder C, 1, gelden voor kredietinstellingen die in een andere Lid-Staat van de Europese Unie gevestigd zijn, ongeacht of zij in België een bijkantoor hebben of niet, zodra ze

"... in België, door middel van het vrij verrichten van diensten, diensten aanbieden of aangekondigd hebben diensten te willen aanbieden" (1).

Gezien de algemene bewoordingen van deze bepaling, is zij van toepassing ongeacht welke bankdiensten in België worden aangeboden (en die al dan niet ter kennis zijn gebracht) en beperkt ze zich niet tot de deposito's en de safes van Belgische inwoners, tot wie daadwerkelijk in België commerciële aanbiedingen zijn gericht.

(1) Cf. het ontworpen artikel 104bis, van het Wetboek der successierechten

Zo zou bijvoorbeeld een bank die in een andere Lid-Staat gevestigd is, de in artikel 20 van de tweede bank-richtlijn genoemde kennisgeving (zie supra, nr. 2 van de inleiding) kunnen hebben verricht voor werkzaamheden die niets te maken hebben met het in ontvangst nemen van deposito's, bijvoorbeeld voor offertes inzake consumentenkrediet of deelneming in een emissiesyndicaat, of nog raadgevingen inzake fusies of overnames van ondernemingen. Dat zou voldoende zijn opdat de verplichtingen tot informatieverstrekking aan de Belgische fiscus, wanneer haar in België gedomicileerde inleggers overlijden, voor die bank gelden.

De gemachtigde van de Minister van Financiën heeft desgevraagd met betrekking tot de werkingssfeer van de ontworpen bepalingen het volgende geschreven in zijn nota die op 24 april 1998 is overgezonden :

"... en pratique, l'application des dispositions du projet sera liée à la communication ou à la notification de la volonté d'opérer en libre prestation de services en Belgique. Dès qu'un établissement a effectué des opérations en Belgique en libre prestation de services ou a notifié son intention d'opérer en Belgique en libre prestation de services (uniquement active en ce qui concerne les établissements bancaires), cet établissement est visé par les dispositions du projet. Par contre, au regard de la personne à propos de laquelle l'établissement doit remplir ses obligations d'information, les dispositions s'appliquent sans faire de distinction selon que la personne en cause ait réalisé des opérations avec l'établissement étranger par voie de libre prestation de services active ou passive."

Deze laatste zin bevestigt dat, zodra de buitenlandse kredietinstelling ter kennis heeft gebracht dat zij

.../...

van plan is werkzaamheden in België uit te oefenen in het kader van het vrij verrichten van diensten, zij volgens het ontwerp de Belgische fiscus verplicht informatie moet verstrekken na het overlijden van iedere cliënt die inwoner is van België en in die kredietinstelling een rekening of een safe heeft, ook al heeft de betrokken bank in België geen commerciële aanbiedingen tot die cliënt gericht.

In de praktijk is het trouwens niet duidelijk hoe de buitenlandse instelling onderscheid kan maken tussen de cliënten met wie haar personeelsleden in België in verbanding zouden zijn getreden en de cliënten die rechtstreeks een rekening zijn komen openen op het hoofdkantoor.

2. Volgens artikel 19-4 van de tweede bankrichtlijn, kan de bevoegde overheid van de Lid-Staat van ontvangst

"... de voorwaarden (aangeven) waaronder (de werkzaamheden van een bijkantoor van een kredietinstelling van een andere Lid-Staat) om redenen van algemeen belang (in de Lid-Staat van ontvangst mogen worden uitgeoefend.)".

Deze regel kan bij analogie worden uitgebreid tot het vrij verrichten van diensten.

Volgens de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie waarnaar verwezen wordt in de memorie van toelichting,

.../...

"... (moeten) nationale maatregelen die de uitoefening van de in het Verdrag gewaarborgde fundamentele vrijheden kunnen belemmeren of minder aantrekkelijk kunnen maken, (...) aan vier voorwaarden voldoen : zij moeten zonder discriminatie worden toegepast, zij moeten hun rechtvaardiging vinden in dwingende redenen van algemeen belang, zij moeten geschikt zijn om de verwezenlijking van het nagestreefde doel te waarborgen, en zij mogen niet verder gaan dan nodig is voor het bereiken van dat doel (1)".

Zoals in de memorie van toelichting van het ontwerp gezegd wordt, kan gesteld worden dat de correcte inning van successierechten bij erfgenamen van personen die hun woonplaats in België hebben en die een rekening hebben geopend of een safe hebben gehuurd in het buitenland, een dwingende reden van algemeen belang is.

Volgens artikel 19-4 van de richtlijn echter kunnen wat dat betreft geen verplichtingen worden opgelegd aan de buitenlandse kredietinstellingen, tenzij voorwaarden om in België werkzaamheden uit te oefenen in het kader van het vrij verrichten van diensten.

In het onderhavige geval gaat de maatregel echter heel wat verder dan datgene wat nodig is om dat doel te bereiken; de verplichting tot informatieverstrekking die in het ontwerp aan de buitenlandse instelling wordt opgelegd, bestrijkt immers ook de rekeningen die door inwoners van België bij de buitenlandse instelling zijn geopend zonder

(1) Arrest Gebhard, geciteerd in de interpretatieve mededeling van de Europese Commissie inzake vrij verrichten van diensten en algemeen belang in de Tweede Bankrichtlijn, Publikatieblad van de Gemeenschappen, 10 juli 1997, C 209/16, tweede deel, B, 2.

dat enige werkzaamheid, te verbinden met de buitenlandse kredietinstelling, is uitgeoefend op het Belgische grondgebied met betrekking tot die inwoners van België.

De ontworpen bepalingen omtrent de successierechten voeren dus belemmeringen in voor het vrij verrichten van diensten in bankzaken, die in strijd zijn met de tweede bankrichtlijn; de Lid-Staten zijn daartoe niet bevoegd en de betrokken bepalingen kunnen aanleiding geven tot verscheidene beroepen in het Europese recht.

E. Overeenkomstige vertaling van dezelfde bezwaren naar de beleggingsondernemingen en de verzekeringsondernemingen

De bezwaren die hierboven onder C en D gemaakt zijn tegen de bepalingen van het ontwerp terzake van successierechten, gelden mutatis mutandis ook voor de beleggings- en de verzekeringsondernemingen die onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en die in België door middel van het vrij verrichten van diensten, diensten aanbieden of aangekondigd hebben diensten te willen aanbieden.

II. Wijziging inzake registratierechten

1. Artikel 5 van het ontwerp wijzigt artikel 183 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten dat, zoals het thans is gesteld, onder meer voorschrijft dat iedere vennootschap waarvan de

.../...

"hoofdinrichting", een filiaal of enigerlei "zetel van verrichtingen" in België gelegen is, met inbegrip van de banken, aan de ambtenaren van de administratie, met eventuele inzageverlening van de stukken tot staving,

"... al de inlichtingen (moeten) verstrekken welke dezen van node achten om de richtige heffing van de te hunne laste of ten laste van derden invorderbare rechten te verzekeren."

In artikel 5 van het ontwerp wordt de toepassing van dat artikel uitgebreid tot :

"... de kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en verzekeringsondernemingen die ressorteren onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap en die in België, door middel van het vrij verrichten van diensten, aangekondigd hebben diensten te willen aanbieden of diensten aanbieden."

2. Deze wijziging van artikel 183 van het Wetboek der registratierechten lijkt te zijn voorgesteld met het oog op de symmetrie met het ontwerp van nieuw artikel 104quinquies van het Wetboek der successierechten.

De gevallen waarin een buitenlandse vennootschap zonder vaste vestiging in België de fiscus nuttige informatie zou kunnen geven met betrekking tot registratierechten die in België verschuldigd zijn, lijken echter zeer uitzonderlijk. Men kan er niettemin enkele bedenken (het geval dat de verkoopprijs van een onroerend goed gelegen in België gedeeltelijk in het geheim is betaald via een storting op een buitenlandse bankrekening).

.../...

3. Hoe dan ook, de bepaling stuit af op dezelfde bezwaren als die welke gemaakt zijn tegen de bepalingen omtrent de successierechten (cf. supra I, C en D).

III. Wijziging inzake de roerende voorheffing

Artikel 6 van het ontwerp wijzigt artikel 261 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, in die zin dat de roerende voorheffing ook verschuldigd is "door niet in 1° en 2° bedoelde niet-inwoners" (dat wil zeggen andere inwoners dan degenen die een vestiging in België hebben op de resultaten waarvan inkomsten worden aangerekend waarop roerende voorheffing kan worden geheven, en andere dan de in België gevestigde tussenpersonen) die in België op enige wijze zijn betrokken bij de uitbetaling van inkomsten van roerende goederen en kapitalen of loten van effecten van leningen".

Bij deze bepaling behoeven geen opmerkingen te worden gemaakt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. NIKIS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. C. NIKIS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS